

**RAPPORT N° 2024/1-19
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 février 2024**

OBJET

ZONE TOURISTIQUE DU BOCAGE - REQUALIFICATION DE L'AVENUE PIERRE MENDES FRANCE (RN2002) ET AMENAGEMENT DE SES ABORDS ENTRE LE PONT DE LA RIVIERE SAINTE-SUZANNE ET LA RUE DU STADE - COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE – AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 2 AU MARCHE DE TRAVAUX POUR LE LOT 2

I- HISTORIQUE

La Cinor a lancé en juin 2022 une consultation des entreprises, selon la procédure adaptée (MAPA), conformément à l'article R.2123-1 du code de la commande publique, pour la réalisation des travaux de requalification de l'avenue Pierre Mendès France (RN2002) et l'aménagement de ses abords, sur la portion comprise entre le pont de la rivière Sainte-Suzanne et la rue du stade, en vue de l'aménagement de bandes cyclables le long du site touristique du Bocage, site déclaré d'intérêt communautaire, sur la base d'un coût prévisionnel de travaux estimé à 2 545 403,60 € HT (Tranche Ferme : 2 325 067,10 € HT ; Tranche Optionnelle : 220 336,50 € HT).

Suite à la décision du Bureau communautaire en date du 15 septembre 2022, les marchés ont été attribués aux entreprises pour la réalisation des prestations de la Tranche Ferme pour les montants suivants :

- Lot 1 : VRD, attribué SBTPC SOGEA REUNION pour un montant de 1 885 000,00 € HT ;
- Lot 2 : Eclairage public, attribué à CITEOS pour un montant de 233 852,40 € HT ;
- Lot 3 : Aménagements paysagers, attribué à La Mare Espaces Verts pour un montant de 261 446,05 € HT ;
- Lot 4 : kiosques et abris-bus, attribué à l'entreprise RM Construction Rénovation pour un montant de 135 942,87 € HT.

Les marchés ont été notifiés aux entreprises le 07 octobre 2022 pour un délai global d'exécution des travaux fixé à 8,5 mois (y compris 2 mois de période de préparation).

En cours de chantier des travaux supplémentaires affectant les lots 1 « VRD », 2 « éclairage public », 3 « aménagements paysagers » et 4 « kiosques et abris-bus » ont été rendus nécessaires pour parvenir à l'achèvement des ouvrages.

Ces modifications, non prévues initialement, ont fait l'objet d'un avenant n° 1 au marché de travaux pour ces 4 lots, validé par décision du Bureau communautaire en date du 12 septembre 2023 qui a entériné le prolongement de délai de 20 jours induit par la réalisation des prestations complémentaires ainsi qu'un montant supplémentaire de 128 340,29 € HT portant ainsi le montant des travaux pour l'ensemble de ces lots de 2 317 277,67 € HT à 2 445 617,96 € HT, réparti comme suit :

Le présent rapport a pour objet de valider les adaptations complémentaires qui ont impacté le lot 2 « éclairage public » en cours de chantier et qui ont influé sur les quantités.

Les prestations supplémentaires affectant le lot 2 sont justifiées par la nécessité d'actualiser les quantités et prestations concernant les prix n° 1302 « Ensemble d'éclairage public (alimentation solaire photovoltaïque) » ayant pour but d'optimiser les niveaux d'éclairement sur la RN 2002. Ces prix sont les suivants :

Prix n° 1302-01 : Mât hauteur 8.00m + 1 luminaire LED 70W à 8.00m (PU = 5 650,74 € HT) : + 3 unités

Cette actualisation des quantités a conduit à une plus-value de 16 952,22 € HT.

Prix n°1302-02 : Plus-value pour luminaire arrière LED 35W à 5.00 m sur mât hauteur 8.00m (PU = 604,46 € HT) : + 1 unité

Cette actualisation des quantités a conduit à une plus-value de 604,46 € HT.

Prix n°1302-03 : Mât hauteur 5.00m + 1 luminaire LED 35W à 5.00m (PU = 3 788,56 € HT) : - 2 unités.

Cette actualisation des quantités a conduit à une moins-value de 7 577,12 € HT.

Ainsi, ces actualisations des quantités ont conduit à une plus-value globale de 9 979,56 € HT.

L'ensemble de ces modifications non prévues initialement nécessitent la passation d'un avenant n° 2 au marché de travaux pour le lot 2 « Eclairage public ».

Conformément à l'article R2194-8 du code de la commande publique le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au code de la commande publique et à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies.

Les dispositions de l'article R. 2194-4 sont applicables en cas de modification prévue au présent article, à savoir : pour le calcul du montant de la modification mentionnée à l'article R. 2194-2, l'acheteur tient compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Selon une fiche ministérielle dédiée aux modalités de modification des contrats en cours d'exécution, « pour le calcul de ce montant, l'acheteur tient compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix. Ainsi, lorsque l'application de la clause de variation des prix a augmenté le montant du marché initial de 4%, la valeur de la modification est calculée à partir du prix initial augmenté de 4% (point 1.2 de la fiche ministérielle)

II- objet et justifications de l'avenant

Le présent avenant concerne la Tranche Ferme et a pour objet de réajuster les quantités impactant le lot 2 « éclairage publics » dont le marché a été attribué à CITEOS dans le cadre du marché de travaux n° 22/100 « zone touristique du Bocage – requalification de la RN2002 et aménagement de ses abords (aménagement de bandes cyclables et cheminements piétons) sur la commune de Sainte-Suzanne.

Ces adaptations génèrent une augmentation de la masse des travaux et une plus-value sur le montant initial des prestations, faisant passer le montant total des travaux pour le lot 2 de 233 852,40 € HT à 252 999,96 € HT, réparti comme suit :

	montants en € HT	% d'augmentation par rapport au montant non révisé	% d'augmentation par rapport au montant révisé
Montant marché initial	233 852,40 €		
Montant avenant 1	9 168,00 €	3,92	3,77
Avenant 2	9 979,56 €	4,27	4,11
Nouveau montant après avenants 1 et 2	252 999,96 €	8,19	7,88

III- INCIDENCE FINANCIERE

Le nouveau montant du marché public pour le lot 2 est porté à la somme de 252 999,96 € HT sur la base des adaptations suivantes :

- Montant initial HT des travaux lot 2 :233 852,40 €
- Montant HT des avenants n°1 et 2 lot 219 147,56 €
- Montant total du marché en € HT après passation des avenants 1 et 2 :252 999,96 €
- TVA 8,5 %21 505,00 €
- **Nouveau montant en € T.T.C. des travaux :274 504,96 €**

Soit, un pourcentage d'augmentation (avenants 1 et 2) :

- par rapport au marché initial non révisé : 8,19 %
- par rapport au marché initial révisé : 7,88 %

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240215-BC2024-1-19-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024

Ces modifications apportées au programme initial des travaux n'entraînent aucune incidence sur les délais de réalisation des prestations.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver l'avenant n° 2 au marché de travaux de requalification de l'avenue Pierre Mendès France (RN2002) et d'aménagement de ses abords sur la commune de Sainte-Suzanne pour le lot 2 « éclairage public » passé avec l'entreprise CITEOS pour un montant supplémentaire de 9 979,56 € HT (soit + 4,27 %) ;
- Autoriser le Président à signer cet avenant faisant passer le montant initial des travaux pour le lot 2 pour la Tranche Ferme de 233 852,40 € HT à 252 999,96 € HT et le montant global du marché de travaux, après passation des avenants 1 et 2 de 2 317 277,67 € HT à 2 455 597,52 (soit + 5,97 %).

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président
Maurice GIRONCEL



**DECISION N° 2024/1-19
du Bureau de la Communauté
en séance du 15 février 2024**

OBJET

ZONE TOURISTIQUE DU BOCAGE – REQUALIFICATION DE L'AVENUE PIERRE MENDES FRANCE (RN 2002) ET AMENAGEMENT DE SES ABORDS ENTRE LE PONT DE LA RIVIERE SAINTE-SUZANNE ET LA RUE DU STADE – COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE – AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 2 AU MARCHÉ DE TRAVAUX POUR LE LOT 2

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/1-19 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240215-BC2024-1-19-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver l'avenant n° 2 au marché de travaux de requalification de l'avenue Pierre Mendès France (RN2002) et d'aménagement de ses abords sur la commune de Sainte-Suzanne pour le lot 2 « éclairage public » passé avec l'entreprise CITEOS pour un montant supplémentaire de 9 979,56 € HT (soit + 4,27 %) ;

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer cet avenant faisant passer le montant initial des travaux pour le lot 2 pour la Tranche Ferme de 233 852,40 € HT à 252 999,96 € HT et le montant global du marché de travaux, après passation des avenants 1 et 2 de 2 317 277,67 € HT à 2 455 597,52 (soit + 5,97 %).

Nombre de votants : 14
Suffrages exprimés : 14
Vote pour : 14
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde 22 FEV 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL



C.I.N.O.R.
Communauté
Intercommunale
du Nord
de la Réunion
Département de la Réunion